

Libre-échange:  
pourquoi les États-Unis  
soutiennent la ZLEA

Page B 5



Il y a 40 ans, le président  
Kennedy était assassiné

Page B 3

LE DEVOIR

CAHIER  
B

# PERSPECTIVES

Le marasme  
de l'après-guerre

## Où est le Karzaï irakien?

GUY TAILLEFER  
LE DEVOIR

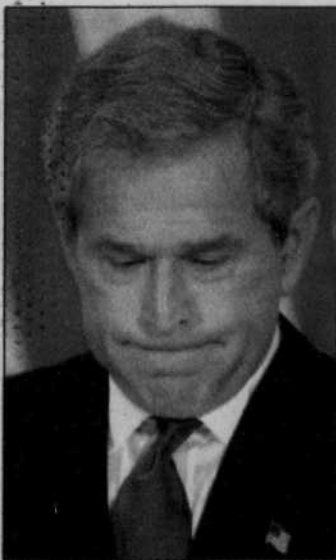
L'offre d'emploi pourrait se présenter ainsi: patron américain cherche un Hamid Karzaï pour occuper présidence et conduire l'Irak à la démocratie et à la modernité. Un homme qui tienne compte de nos intérêts, qui présente un visage occidental et qui soit une figure consensuelle pour les Irakiens, toutes tendances confondues.

Washington n'a pas encore identifié en Irak une personnalité qui soit capable de jouer un rôle équivalent à celui du président afghan à Kaboul, déplorait récemment le secrétaire d'État américain, Colin Powell, tout en se déclarant convaincu qu'«une personnalité va émerger». Vue de l'esprit? Les attentats se multiplient contre l'Occident et tout ce qui est coupable de relations avec lui, les États-Unis cherchent à réaliser, pour ainsi dire, la quadrature du cercle. Sur fond de maladresse, signale Sami Aoun, spécialiste du Moyen-Orient à l'UQAM et à l'Université de Sherbrooke, «Karzaï est considéré comme une marionnette des Américains dans l'espace arabe et musulman. Son nom a pris un sens péjoratif.»

Dupliquer le modèle afghan? «Il n'y a pas de quoi se vanter, considérant la barre démocratique placée très haut par George W. Bush pour l'Irak», écrivait récemment Patrick Basham, partenaire du think tank américain Cato Institute, dans le *Asia Times*. «Malheureusement, le président Karzaï n'est guère plus que le maire de facto de Kaboul.» Une «mairie» autour de laquelle des seigneurs de la guerre se partagent l'Afghanistan.

L'absence d'un Karzaï irakien assez présentable pour être mis en vitrine est tout à fait symptomatique des obstacles qu'affrontent les Américains. Piégés par la guerre, ils ont dû effectuer au cours des deux dernières semaines un virage stratégique majeur en annonçant le transfert du pouvoir, fin juin 2004, à un gouvernement provisoire qui sera désigné par une nouvelle assemblée de 250 représentants irakiens (formée de chefs tribaux, de leaders religieux, de gens d'affaires, d'intellectuels et de syndicalistes).

VOIR PAGE B 2: IRAK



JIM WINSLET REUTERS

George W. Bush est allé rencontrer cette semaine son allié, Tony Blair.



La vie de Maher Arar et de son épouse Monia Mazigh a été complètement chamboulée.

SYLVAIN MARIER

Maher Arar au Devoir

## La peur aux trousses

Il revient de loin et ne comprend toujours pas ce qui lui est arrivé. Maher Arar, un Canadien né en Syrie, s'est fait arrêter par les autorités américaines en septembre 2002 sous des soupçons — jamais fondés — de terrorisme. Plutôt que d'être expulsé vers le Canada, les Américains ont choisi la Syrie, où il a moisie dans un cachot pendant un an et subi la torture. En entrevue avec *Le Devoir* cette semaine, Maher Arar a révélé de nouveaux détails sur son étrange mésaventure. Il a aussi raconté l'homme qu'il est.

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

**M**aheer Arar n'est plus le même homme. Depuis qu'il est revenu à Ottawa après une détention sans motif d'un an en Syrie, il vit pour ainsi dire en reclus. À la maison, sans travail et sans contact.

«Je fais seulement confiance à ma femme, maintenant», lance-t-il au cours d'une longue entrevue accordée au *Devoir*. Sa femme, Monia Mazigh, est là à ses côtés, comme on s'est habitués à l'y voir depuis que cette saga a commencé.

S'il ne fait plus confiance à personne, c'est que Maher croit que son inextricable aventure est survenue seulement parce qu'il avait rencontré des gens qu'on soupçonnait d'en connaître d'autres ayant peut-être des liens avec des groupes terroristes. Le lien est ténu, il lui a pourtant valu un an d'enfer. Alors, autant ne plus courir de risque.

«À la mosquée, je vais là-bas, je fais ma prière et je pars. Je ne parle pas avec les gens, explique-t-il. Je ne sais pas. Ils [les autorités canadiennes] m'ont vu avec Abdullah [Almalki]. Peut-être qu'ils vont me voir avec quelqu'un d'autre que je ne connais pas et dire: "On t'a vu avec un tel." J'essaie de penser maintenant. J'ai peur.» Puis il ajoute: «J'essaie de combattre cela, mais j'ai toujours dans la tête que quelqu'un me surveille.»

Il évoque aussi ce motif pour expliquer pourquoi il n'a pas revu ou appelé son ami Nazih Almalki depuis son retour au Canada. «J'essaie de ne pas contacter les gens.»

### L'homme qui a vu l'homme...

Nazih Almalki semble être une des sources de cette chaîne de connaissances qui a causé des problèmes à Maher Arar. Maher le connaissait et avait travaillé avec lui en tant qu'ingénieur de traitement des signaux chez Nextlink Communications et chez SpaceBrige, des compagnies informatiques d'Ottawa. C'est par son entremise qu'il a connu son frère, Abdullah Almalki.

Abdullah Almalki croupit dans une prison syrienne depuis maintenant un an et demi bien qu'aucune accusation n'ait été portée contre lui. Il s'était rendu en Syrie en voyage. Quelques mois plus tôt, en janvier 2002, il avait reçu la visite d'agents de la GRC qui avaient saisi des documents et des photos de lui. Son frère a expliqué au *Devoir* qu'on le soupçonnait «d'avoir vendu des ordinateurs à une compagnie qui les aurait vendus à une autre compagnie qui les aurait vendus à un groupe terroriste».

C'est cet Abdullah Almalki qui a signé une copie du bail de la famille Arar en 1997 en tant que témoin, bail que les Américains ont brandi sous le nez de Maher Arar lors de son arrestation et censé prouver leur collusion. Maher l'avait aussi déjà rencontré pour acheter à bas prix une cartouche d'imprimante chez Future Shop, où Abdullah connaissait un vendeur.

Une autre source de cette chaîne de connaissances, incriminée aux yeux des autorités, est Abou El-Maati. Lui aussi a été emprisonné en Syrie (on l'a par la suite envoyé en Égypte où il se trouve toujours) et avait reçu en janvier 2002 la visite d'agents de la GRC. Maher Arar l'avait déjà rencontré, dit-il en entrevue, lors d'une visite chez un garagiste de Montréal.

Si la GRC semblait s'intéresser suffisamment à ces deux hommes pour perquisitionner chez eux, elle n'a cependant jamais porté d'accusation contre eux, confirme un porte-parole. Ni contre Maher Arar, d'ailleurs. «Le seul lien, c'est que j'ai rencontré ces gens, c'est tout!», lance M. Arar.

C'était un crime en soi pour les autorités américaines. Le deuxième jour de sa détention au Metropolitan Detention Center, on lui a montré en effet un document disant qu'il n'était pas autorisé à entrer aux États-Unis parce qu'il était un membre d'al-Qaïda. Il en a pleuré toute la journée. «C'était vraiment très grave d'accuser quelqu'un d'être

membre d'un groupe terroriste, après le 11 septembre surtout.» Ce n'est que quelques jours plus tard, dans un nouveau document de cinq ou six pages, qu'on lui a énuméré les «preuves» de son appartenance à al-Qaïda. «Ça disait: "Parce que vous connaissez Abdullah Almalki, parce que vous connaissez Nazih" et parce que moi, j'ai déjà rencontré une fois El-Maati», raconte-t-il. Un crime par association à des gens sur qui rien n'a encore été trouvé...

### Fossé culturel

Pour Maher Arar, cette accusation par association est injuste et traduit une méconnaissance de sa culture tout comme de sa situation d'immigrant. Il raconte que les autorités américaines ont trouvé étrange qu'il soit allé à Montréal pour faire réparer sa voiture et que ce soit justement à ce moment-là qu'il ait rencontré Abou El-Maati. «Vous voyez, eux, ils étaient toujours surpris. Ils me disaient: "Vous allez à Montréal faire réparer votre voiture?" [...] C'est surprenant pour des gens, mais moi, c'est ma culture, si vous me dites qu'il y a quelqu'un à Montréal qui a une bonne réputation, de bons prix et qu'il ne va pas me tromper, je vais faire le parcours.»

Il ajoute aussi qu'il n'y a rien d'étrange à ce qu'il connaisse la famille Almalki parce que la communauté syrienne au Canada est petite et que les familles finissent toujours pas entendre parler des autres, à la mosquée ou ailleurs.

### Le Coran suspect

Maher Arar n'a pas peur de le dire, il est un musulman pratiquant. Malgré sa faiblesse à son retour au Canada, il a décidé de respecter le ramadan. Il fait ses cinq prières par jour et va à la mosquée le vendredi. Mais il a l'impression que, depuis cinq ans, ces simples gestes sont devenus pour certains «un signe d'intégrisme».

«Les définitions changent avec le temps. Maintenant, celui qui fait la prière, qui pratique sa religion, qui fait le ramadan, qui n'a pas peur de parler de ses pensées politiques, c'est un militant. Et c'est alarmant. Dans trois ans, est-ce que celui qui fait la prière sera appelé un terroriste? Parce que ça change dans cette direction, on le voit.»

VOIR PAGE B 2: ARAR

Un nouveau cahier **Alternatives**,  
un mensuel d'information internationale, nationale et culturelle  
encarté dans le journal *Le Devoir* le dernier mercredi du mois.

LE PROCHAIN CAHIER :  
LE MERCREDI 26 NOVEMBRE 2003

alternatives  
LE JOURNAL

**Alternatives** est une organisation non gouvernementale qui agit sur les terrains de la solidarité, de la justice et de l'équité dans les relations entre les individus et les communautés.

## PERSPECTIVES

Maher Arar au Devoir

## D'une fuite à l'autre...



Jean Dion

Ça

**OK,** boss, c'est la dernière fois, promis juré craché, que je t'implore de nous décortiquer le réel. Toi le démiurge omniscient, toi le Sunlight mental surpuissant au parfum de citron frais qui permet de dire adieu aux taches rebelles de crédulité qui souillent le tissu de nos préjugés, toi la moissonneuse-batteuse qui récolte le vrai mieux que la faus, toi le docte maillon, peux-tu répondre à la question qui nous tarabuste tous: quessé ça?

— Il est extrêmement intéressant, mon cher Chose; que tu lances la discussion avec ce concept clé: ça. Bien sûr, on n'invente rien: Stephen King a déjà fait le coup, mais je doute sérieusement que son Ça était plus terrifiant que le nôtre. Nous y reviendrons. En attendant, je pense qu'il faut d'abord éliminer les gags faciles. Comme celui-ci, par exemple: si Michael Jackson est acquitté, quelle sera la manchette des journaux le lendemain?

— Euh... «Ce procès fut un thriller...?»  
— Tu ne ferais pas longue vie dans le titrage, toi. Non, ce serait évidemment «Michael Jackson blanchi».

— Est pas ben bonne.  
— Je t'avais dit qu'elle était facile. Mais au moins, elle est racontable dans une chronique qui s'adresse aux 7 à 777 ans. Je t'épargne toutes les scabrosités qui circulent. Cela étant, je dois te confier que je suis intellectuellement déchiré: j'essaie depuis deux jours, en gros vain, d'établir une corrélation entre «Michael Jackson» et «présomption d'innocence». Même avec toute la bonne volonté du monde, il s'agit d'une tâche difficile quand on a affaire à un gars qui ressemble à ça. Sur tout qu'avant, il ne ressemblait pas à ça. Il est volontairement devenu comme ça. Je crois bien que c'est ça qui est affolant.

Hmm, à vrai dire, non. Ce qui est vraiment affolant, c'est qu'il y ait des chirurgiens, des professionnels de la santé jusqu'à preuve du contraire, qui aient accepté de procéder à des interventions qui ont conduit un homme à avoir l'air de ça. Tu imagines, toi, un médecin qui rentre chez lui le soir, embrasse sa charmante épouse, enfle ses pantoufles, se verse un scotch bien tassé, s'installe dans son fauteuil Niagara à bascule, aperçoit ça à la télévision et ronronne d'aise en songeant dans son Ford intérieur: «Ouais, c'est de la maudite belle ouvrage. Ce n'est pas pour me vanter ni rien, mais j'ai la satisfaction du devoir accompli, moi là là!»

Et je ne t'ai pas encore parlé des parents qui laissent leurs enfants séjourner chez ça. Tu imagines, toi, une mère ou un père ou les deux qui se disent: «Tiens, voilà un gars qui a été accusé de, qui a avoué plein de trucs du plus haut louche, qui a agité son bébé par-dessus la rampe d'un balcon au quatrième étage, qui habite dans ce genre de décor et qui a l'air de ça. Ne crois-tu pas, chéri-e, que la meilleure chose que l'on pourrait faire consisterait à lui confier notre chérubin sans surveillance?»

Il se donne beaucoup de coups de pied au derrière dans notre société postmoderne. Chose, mais je ne mettrais pas ma main au feu, même revêtue d'un petit gant, qu'il ne s'en perde pas un nombre considérable plus considérable.

— Cette affaire sera très suivie?

— Qu'est-ce que t'en penses, Hortense? Déjà, avant-hier, on comptait quatre fois plus d'hélicoptères à suivre l'avion puis la fourgonnette transportant le beau Jacko qui a survolé les lieux des attentats survenus en Turquie. Mais c'est normal: il paraît qu'aucune des victimes ne savait faire du breakdance comme du monde. Pour ma part, j'ai regardé avec un intérêt frisant la passion cette journée haletante: deux heures à observer un aéronef immobile dont personne ne sort, puis deux autres heures à filer le train à un véhicule moteur mobile dans lequel on ne voit rien. Au Réseau de l'information, il ne manquait que M. Yvan-Miville Des Chênes pour nous expliquer combien de places il y a dans cet avion, si on a le choix entre le poulet et le bœuf, quel était le film à l'affiche jeudi, combien l'appareil fait de kilomètres au gallon, et nous décrire comment, en cas d'écrasement, tous les passagers brûleraient vifs instantanément alors que Michael Jackson, lui, fondrait en dégageant une odeur de plastique de seconde main.

— N'attache-t-on pas trop d'importance à ce genre de choses?

— De quoi d'autre voudrais-tu diable qu'on parle? De la guerre? Mais la guerre est finie. En ce moment, ce sont seulement des terroristes qui veulent empêcher la démocratie de s'installer là-bas dans les prochains six mois ou soixante milliards de dollars, la première échéance étant retenue et le cachet de la poste faisant foi. Du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'assassinat de Kennedy? (En passant, je souligne que Titi, lui, a 30 ans aujourd'hui, bonne fête Titi. Tu vois, j'en sais des choses. En fait, je sais tout.) Kennedy, oui. Je ne vois vraiment pas ce que tout le monde a à s'énervé avec ces histoires de complot. Tu le sais, je compte d'excellentes sources dans tous les domaines et, selon celles, haute fiabilité, dont je dispose dans le domaine des entrepôts texans, Lee Harvey Oswald a agi seul. Tout comme Castro a agi seul, Lyndon B. Johnson a agi seul, l'URSS a agi seule, la mafia aussi, la CIA itou, de même que les francs-maçons, les Teamsters, l'extrême droite américaine, le FLQ, Saddam Hussein et al-Qaïda. Ils ont tous agi seuls, sans même se concerter par courriel, de sorte que le président a été atteint de 73 projectiles provenant de 22 angles différents. Cela ne paraît pas sur le film de Zapruder en raison de la censure exercée par le FBI. Mais il faut quand même lui reconnaître quelque chose, à Kennedy: tu as vu toute la sécurité entourant W. Bûche à Londres, alors que John E., lui, il se promenait en char avec pas de toit. Pas une moumoune.

Ces trucs-là, ce sont des points de détail de l'histoire. Alors que Michael Jackson, c'est un fait social significatif, comme disait un de mes profs sans se douter qu'il était personnellement plutôt le contraire. D'ailleurs, as-tu songé à tout ce que l'affaire pourrait avoir pour conséquences? As-tu essayé d'imaginer Michael Jackson prenant sa soupe dans une cafétéria de prison entre deux matamores des milices du Michigan? Et as-tu pensé que s'il est condamné, on ne sait même pas si ce seront les Noirs, les Blancs, les hommes ou les femmes qui déclencheront une émeute pour venger l'affront qui leur aura été fait?

jdion@ledevoir.com

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Depuis le retour au Canada de Maher Arar, tout le monde se demande quel rôle le Canada a bien pu jouer dans cette histoire. Les ministres et les agences canadiennes de renseignement sont avares d'information et se rabattent sur leur phrase fétiche: on ne commente pas les procédures des corps policiers en public. Pourtant, les fuites se sont multipliées. Des sources canadiennes anonymes ici et là prétendent par exemple que Maher Arar s'est entraîné pendant des mois dans un camp en Afghanistan. La dernière fuite en liste arrive des États-Unis où une source haut placée prétend que M. Arar avait sur lui, lors de son arrestation à New York, le nom de plusieurs membres d'al-Qaïda.

La plupart de ces fuites, comme celle sur le camp d'entraînement, sont le compte rendu presque mot pour mot des aveux qu'il a faits sous la torture en Syrie, à part ce qu'il appelle les «épices», comme le fait qu'il aurait été recruté à l'université McGill, ce qui lui fait croire que le Canada a joué un rôle dans cet épisode. «C'est le signe très clair que les gens qui sortent les fuites sont fiers de m'avoir envoyé là-bas pour être torturé. Ils ne se cachent pas, ils sont fiers!», lance-t-il.

M. Arar en a marre. Qu'ils m'accusent et m'emprisonnent ou qu'ils me laissent tranquille, laisse-t-il tomber à plusieurs reprises pendant l'entrevue. Son souhait le plus cher serait que la GRC l'appelle pour lui dire officiellement que l'enquête sur lui est terminée. «De combien de temps de plus avez-vous besoin pour me blanchir? Des mois? Des années? Dites-moi!»

Il place maintenant ses espoirs en Paul Martin et en sa nouvelle équipe, qui entrerait en fonction le 12 décembre prochain. Il aimerait que le premier ministre

prenne un peu de recul avant de rejeter du revers de la main, comme l'a fait Jean Chrétien, sa demande pour une enquête publique. Car il voudrait aller plus loin que de seulement revoir le rôle joué par la GRC dans cette histoire. Il veut savoir si les responsables des Affaires étrangères ont bien fait leur travail. Comme le révélait *Le Devoir* il y a quelques semaines, la consule à New York, Maureen Girvan, ne l'avait pas pris au sérieux lorsqu'il lui a dit qu'il croyait qu'il allait être expulsé vers la Syrie; elle n'avait pas contacté les autorités américaines pour vérifier cette affirmation et avait pris son week-end de congé. À son retour, Maher Arar avait été expulsé.

Mais ce n'est pas tout, dit M. Arar. Lors de sa visite, la consule avait oublié d'apporter le numéro de téléphone de l'avocat que la famille Arar avait embauché pour Maher. «J'étais déçu. Une chose importante comme ça, vous l'oubliez au bureau?», je lui ai dit. Ça comptait pour moi parce que les Américains m'avaient dit qu'ils voulaient m'envoyer en Syrie.»

Il espère aussi qu'une enquête publique permettrait de laver son nom complètement. Pour l'instant, il n'est pas naïf. Même si la population lui témoigne, dit-il, beaucoup de sollicitude, il sait que ses démêlés lui nuiront quand il recommencera à chercher du travail. «Je commence à sentir que je dois retourner comme père, je dois apporter de l'argent.»

SUITE DE LA PAGE B 1

Quand *Le Devoir* lui demande ce qu'il pense de la situation en Israël-Palestine, en Afghanistan ou en Irak, il répond avec un petit sourire narquois: «Les Américains m'ont posé les mêmes questions. Moi, j'ai peur maintenant de parler de mes opinions politiques. On n'en a plus le droit depuis le 11 septembre.» Mais il relève le défi et répète ce qu'il a répondu aux Américains qui le questionnaient lors de sa détention à New York.

Sur les attentats suicide en Palestine: «Je veux être clair: je ne suis pas d'accord avec ce qu'ils font. Je ne crois pas que c'est la façon d'arriver à une solution. Mais pourquoi se concentre-t-on sur ce que font les Pa-

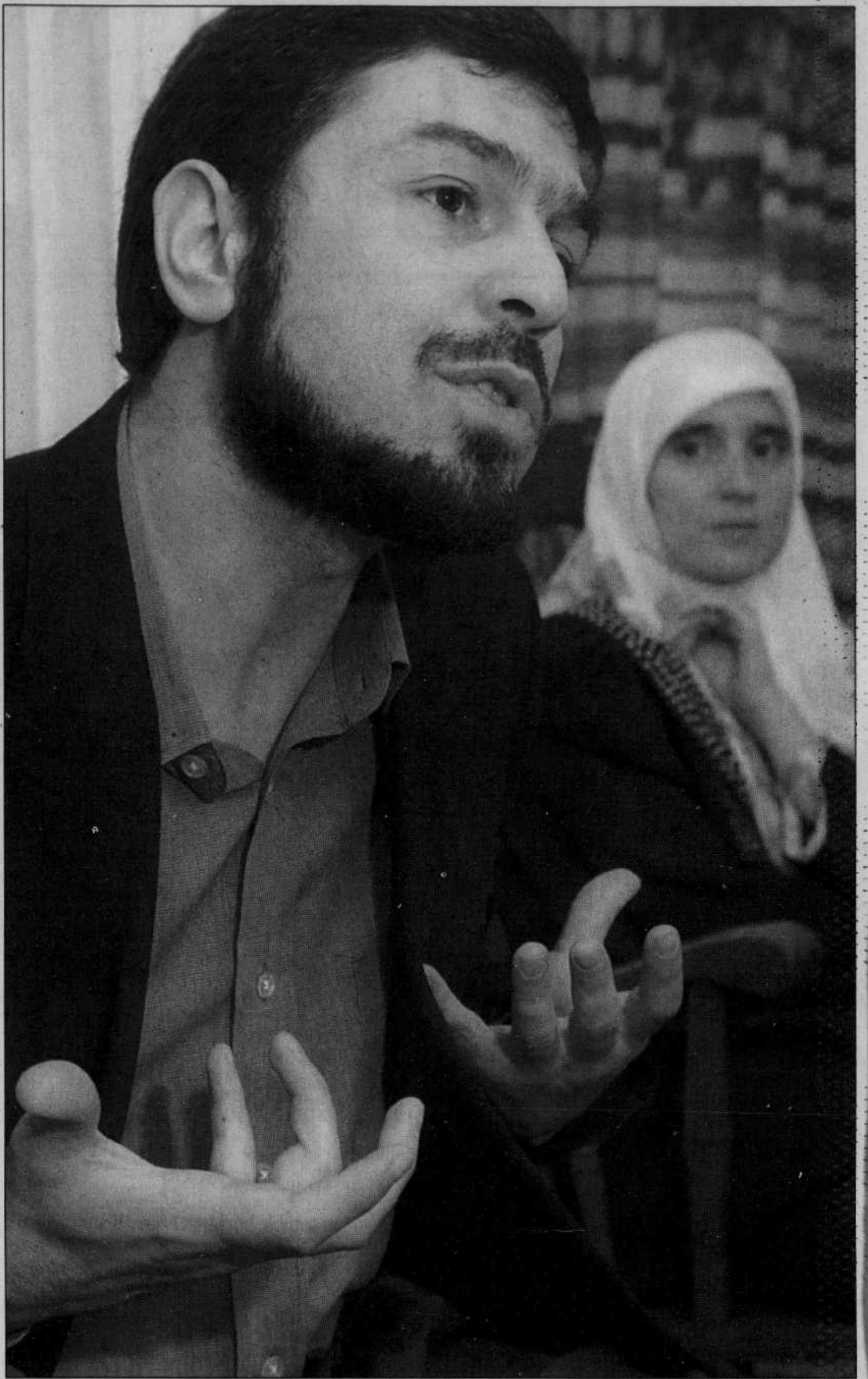
SUITE DE LA PAGE B 1

Comment, alors, vont-ils instrumentaliser ce transfert d'autorité sans perdre le contrôle de ses répercussions?

Le nouveau plan américain a, dans l'immédiat, le double avantage de répondre aux incessantes revendications «souverainistes» des Irakiens face à l'occupant et d'ajuster la stratégie proche-orientale de M. Bush afin d'aider celui-ci à remporter l'élection présidentielle de novembre prochain. Le pari de l'actuel Conseil intérimaire de gouvernement (CIG) irakien, sous tutelle américaine, étant que la remise du pouvoir politique aux Irakiens donnera plus de légitimité au prochain gouvernement transitoire et contribuera, en conséquence, à améliorer la situation sécuritaire.

Ce qui est loin d'être acquis. La moindre des difficultés n'est pas le fait que l'Irak sort d'une longue dictature qui a imposé son arbitraire à la «mosaïque culturelle» du pays. M. Aoun ne doute pas que l'avenir irakien, qu'il espère «fédératif et pluriel», se butera aux réflexes de la vieille culture politique autoritaire.

Avant tout, il faudra parvenir à corriger le déficit de représentativité dont souffre la minorité sunnite (15 % de la population) au sein des instances créées par l'occupant. «Personne ne remplace dans son imaginaire un Saddam Hussein qui distribuait sur elle les bénéfices de l'État» aux dépens de la communauté kurde et de la majorité chiite (60 % de la population). «Le problème, c'est de faire émerger un leadership sunnite capable de dire à sa communauté: l'ère Saddam est terminée», dit M. Aoun. L'exigence est fondamentale, alors que cette communauté se radicalise contre les Américains. Or elle semble peu se reconnaître dans le principal parti sunnite, celui des Frères musulmans du Parti islamique d'Irak, dont le président Mohsen Abdel Hamid s'est fait «collaborateur» en devenant membre du CIG. Non plus qu'elle se reconnaît en la personne d'Adnan Pachachi, autorité morale du Conseil et figure libérale sans griffes qui pourrait coller au profil dessiné par les Américains sans



SYLVAIN MARIER

Maher Arar s'interroge sur le rôle qu'a joué le Canada dans son «aventure».

## ARAR

lestiniens? Les Israéliens ne détruisent-ils pas des maisons? Je leur ai demandé: «Avez-vous essayé de savoir pourquoi ces jeunes font des choses comme cela?», dit-il, en rappelant les taux de chômage de 80 % et le désespoir général d'une population sans avenir.

Sur l'Irak: «J'ai dit que Saddam Hussein, c'est un dictateur, mais je suis contre la guerre car c'est le peuple qui va souffrir. Saddam, il ne va pas souffrir. Et regardez ce qui arrive: Saddam, il ne souffre pas. Il est dans un palace, il mange bien et c'est le peuple irakien qui est en train de souffrir. Je leur ai dit cela.»

Maher Arar n'a donc pas eu peur d'exposer ce qu'il pensait à ses interrogateurs américains. Mais maintenant, il pense que ses opinions, et le fait qu'elles soient sorties de la bouche d'un musulman

plutôt que d'un autre, l'ont rendu plus suspect. Il souligne d'ailleurs que, dans tous leurs documents, les Américains lui ont donné le nom de Maher Abdullah Amid Arar, qu'il n'utilise pas. «Maher, ça peut être irlandais, juif aussi ou allemand. Il y a des Arméniens et des chrétiens qui s'appellent Arar. En me donnant les quatre noms, ils voulaient montrer que je suis musulman.»

Il reste amer devant un État qui s'est arrogé le droit de décréter qu'un tel est un terroriste mais qui ne se comporte parfois guère mieux. «Si quelqu'un fait exploser des choses, il n'y a pas de doute, c'est un terroriste. Mais quand un pays comme les États-Unis font des choses comme expulser quelqu'un vers un pays où il va être torturé, ce n'est pas du terrorisme, cela?»

## IRAK

pour autant être perçu comme une menace par la majorité chiite.

L'exigence de représentativité est également régionale: le monde arabe étant sunnite dans une proportion de 90 %, il faut que le sort de la minorité qui a perdu ses privilèges avec la disparition du dictateur soit, autant que possible, rendue acceptable à certains voisins.

Complication supplémentaire: arrimer l'intégration sunnite aux aspirations de la majorité chiite. Car le plus plausible demeure l'émergence d'un exécutif dominé par les chiïtes, pour de simples raisons de démographie. Encore que la communauté chiite, traversée de courants politiques qui vont de l'extrême gauche à l'islamisme pur et dur, est polymorphe. Mais il n'y a pas, là encore, de Karzaï qui se dessine à l'horizon. Ahmad Chalabi, du Congrès national irakien, est «brûlé» auprès des Irakiens à cause de scandales de corruption et de ses affinités avec le Pentagone.

À tout événement, on imagine difficilement les Américains s'accommodant de l'arrivée au pouvoir d'un président chiite, ce qui serait une première dans le monde arabe, sans avoir préalablement atteint un compromis, sans avoir conclu une espèce de pacte de non-intervention avec Téhéran afin d'en neutraliser les influences sur l'Irak. Pour les Américains, le niveau de dangerosité d'un éventuel président chiite sera réduite à condition que les Iraniens soient tenus à distance. Un exemple vient apparemment d'en être fourni: les rumeurs persistantes veulent que les milieux conservateurs irakiens de Téhéran soient derrière l'assassinat, pour cause de trop grand rapprochement avec les Américains, de l'ayatollah Mohammed Bakr Hakim, l'un des leaders chiïtes irakiens les plus influents, fin août dernier à Najaf.

L'occupation américaine a — surtout — montré ses limites au cours des six derniers mois. Attisées par la résistance, les tensions ethniques, sociales et religieuses pourraient faire basculer le pays dans la guerre civile. En même temps, les autorités irakiennes sont, même sous la forme actuelle du CIG, le terrain d'une diversité politique sans précédent —

où l'islamiste Ibrahim Al-Jaffari côtoie le communiste Hamid Majid Moussa.

Ainsi, l'un des plus fervents détracteurs des États-Unis, l'imam chiite Moqtada Al-Sadr, vient-il de faire volte-face en acceptant de prendre part à la nouvelle démarche politique américaine pour l'Irak. De ces étranges convergences — celles d'un président Bush qui cherche à sauver les apparences de la démocratisation et d'un religieux qui, pas plus tard qu'en juillet dernier, se prononçait en faveur d'une théocratie à l'iranienne — est en train de naître le «nouvel Irak».



DAVID BEBBER REUTERS

Une statue à l'effigie du président George W. Bush a été renversée à Trafalgar Square, pendant sa visite à Londres.

## PERSPECTIVES

Quarante ans plus tard, l'ancien président fascine encore les Américains

## L'assassinat de Kennedy: une pléthore de théories

Il y a 40 ans aujourd'hui, le 22 novembre 1963, le président John Fitzgerald Kennedy était abattu en plein Dallas dans sa limousine, un événement qui a marqué la conscience collective des Américains et reste une source de fascination pour les historiens, les amateurs de théories du complot et quelque 2,2 millions de personnes qui se rendent chaque année sur les lieux du drame.

PENNY COCKERELL  
ASSOCIATED PRESS

Dallas — Cuba, la CIA, la mafia, le KGB, Lyndon Johnson... Les théories abondent sur les commanditaires supposés de l'assassinat de John Fitzgerald Kennedy. Et 40 ans après, les conjectures sur la thèse d'un complot vont encore bon train.

Qui a tué Kennedy le 22 novembre 1963 dans le centre de Dallas? Selon la thèse officielle, celle de la commission Warren, Lee Harvey Oswald, un ancien Marine alors âgé de 24 ans, a assassiné le président et aurait agi seul. Cette année, les chaînes américaines ABC et Court TV ont commandé des simulations par informatique des lieux du crime et une analyse d'indices qui, selon elles, prouvent que la commission Warren avait raison et qu'Oswald a tué seul Kennedy.

Reste que face aux incohérences du rapport Warren, de nombreuses théories non reconnues officiellement ont été émises, depuis quatre décennies, sur l'existence d'un complot visant à éliminer JFK. Voici une liste des principales thèses.

■ Le dirigeant cubain Fidel Castro aurait voulu se venger de Kennedy, peut-être parce que les autorités américaines auraient cherché à l'éliminer.

■ Des agents de la CIA mécontents du fiasco du débarquement de la baie des Cochons, tentative de renversement du régime cubain par des opposants anticastroïstes organisée par la CIA en 1961, seraient à l'origine de l'assassinat.

■ La mafia aurait voulu se venger de la répression menée contre elle par le gouvernement de JFK. Selon une autre version, la «pieuve» aurait favorisé son élection en 1960 et lui aurait reproché de ne pas avoir renvoyé l'ascenseur une fois élu.

■ Le KGB (services secrets soviétiques) aurait substitué un double au vrai Lee Harvey Oswald, qui avait vécu trois ans en URSS, et l'imposteur aurait commis l'assassinat. En 1981, ces conjectures ont conduit à exhumer le cercueil de l'assassin présumé de Kennedy, et il a été établi que le corps était bien celui d'Oswald.

■ Le vice-président Lyndon B. Johnson, investi président juste après l'assassinat de Kennedy, ne se serait plus satisfait d'être le n° 2 du gouvernement. Ce Texan aurait mis au point un complot sur ses terres avec l'aide de pétroliers du cru et d'industriels de l'armement voulant profiter de la guerre du Vietnam. La famille et les anciens collaborateurs de Johnson, mort en 1973, ont vivement dénoncé cette semaine la diffusion d'un documentaire sur une chaîne américaine mettant en cause l'ancien président dans la mort de Kennedy.

Un documentaire diffusé le mois dernier en France sur Canal+, JFK, *autopsie d'un complot*, de Bernard Nicolas et William Reymond, et un livre, *Le Dernier Témoin*, publié quelques jours plus tôt, ont soutenu la thèse d'un complot dirigé par Johnson.

Reste que cette théorie a déjà été évoquée à plusieurs reprises depuis la mort de Kennedy. Ces deux dernières enquêtes, qui reposent surtout sur le témoignage de l'ex-homme d'affaires Billie Sol Estes, sont loin de convaincre tout le monde.

■ Le complexe militaro-industriel américain, mécontent de la politique étrangère de Kennedy, aurait ourdi le complot.

■ D'autres ont mis en cause l'extrême droite américaine, qui aurait reproché à Kennedy de



Quelques heures avant son assassinat, John F. Kennedy s'était rendu à une rencontre politique à Fort Worth.

ne pas être assez ferme avec les communistes.

Certaines hypothèses paraissent moins crédibles.

■ Le président aurait été sur le point d'annoncer que les ovnis observés à de nombreuses reprises dans le pays étaient en fait des avions secrets de l'armée, et il devait donc être éliminé.

■ Sa mort aurait été orchestrée par Joe Di Maggio, qui aurait été jaloux de l'attraction de Marilyn Monroe, son ex-épouse, pour le président.

■ L'assassinat aurait été organisé par Kennedy lui-même, qui souffrait de la maladie d'Addison, un trouble hormonal rare. Il aurait ainsi voulu s'assurer qu'il laisserait une empreinte profonde dans l'histoire.

Une théorie laisse même entendre que l'assassinat de Kennedy était une méprise: Oswald aurait en fait visé le gouverneur du Texas, John Connally, qui se trouvait dans la même voiture que Kennedy. L'ancien Marine en aurait voulu à Connally pour une affaire de lettre portant sur son renvoi de l'armée.

Les circonstances de l'assassinat de Kennedy ont également soulevé de nombreuses questions.

La thèse de la «balle magique» considère qu'Oswald a tiré trois coups de feu et qu'une même balle a frappé à la fois Kennedy et le gouverneur du Texas, John Connally, qui se trouvaient tous deux dans la même voiture. Le projectile aurait frappé le président à la gorge puis Connally au torse et au poignet avant de ressortir.

En 1964, la commission Warren a conclu au terme d'une enquête de dix mois qu'Oswald était le seul tireur et que la théorie de la «balle magique» était plausible.

L'étude commandée par ABC et Court TV a analysé le seul film existant sur le drame, tourné par le spectateur Abraham Zapruder, qui est désormais numérisé. Elle tend à accrédi- ter la thèse de la «balle magique». Elle souligne en effet que Connally, qui était assis devant Kennedy, se tournait lorsque la balle a frappé, ce qui rendrait probable sa curieuse trajectoire.

## Un ou plusieurs tireurs?

Des théories s'appuient sur le film de Zapruder pour affirmer que les tirs venaient de plusieurs directions et qu'il y avait donc plusieurs

tireurs, contrairement à la thèse officielle.

En 1979, une commission d'enquête parlementaire se fondant essentiellement sur un enregistrement sonore provenant de la radio d'un motard de la police de Dallas a conclu que quatre coups de feu ont été tirés, dont un venant d'un tertre engazonné et non de l'immeuble où se trouvait Lee Harvey Oswald. Autrement dit, il y aurait eu un complot.

Mais des études menées au début des années 80 ont remis en cause ces conclusions et, en 1988, le département de la Justice a officiellement clos l'enquête et conclu qu'il n'y a pas de «preuve convaincante» de complot.

Une nouvelle étude de l'enregistrement sonore de la radio du motard commandée par Court TV tend à conforter la thèse selon laquelle Oswald était l'unique tueur. Pendant des années, certains scientifiques ont soutenu qu'un son entendu sur la bande était un coup de feu provenant du fameux tertre engazonné.

Mais l'expert en acoustique Bob Berkovitz, qui l'a analysée avec des logiciels perfectionnés à la demande de la chaîne américaine, a jugé très improbable que le bruit soit celui de la détonation d'une arme à feu. «La théorie selon laquelle le bruit représente un coup de feu tiré depuis le tertre n'est pas étayée par l'analyse informatique», dit-il.

Reste que depuis des années, d'autres études ont tantôt pris parti pour la théorie du quatrième coup de feu et tantôt contre, et l'analyse de M. Berkovitz ne devrait pas mettre un point final au débat.

Certaines théories vont encore plus loin: James Fetzer, un universitaire auteur de plusieurs livres sur l'assassinat de JFK, affirme que Kennedy a été frappé à quatre reprises par des balles venant de directions multiples.

«Nous estimons qu'il y avait six tireurs. Il a été atteint à la gorge par une balle qui a traversé le pare-brise. Le chauffeur a en fait arrêté la limousine pour s'assurer que Kennedy soit suffisamment frappé pour être tué. Le Secret Service [le service de sécurité présidentielle] lui a tendu un piège.»

M. Fetzer a d'autres théories qui peuvent surprendre. Il estime ainsi que le film de Zapruder a été fabriqué et qu'après le drame, un autre cerveau a été substitué à celui de Kennedy. Selon lui, Johnson et John Edgar Hoover, le patron du FBI de 1924 à 1972, «étaient impliqués» dans l'assassinat, et Richard Nixon, qui avait été battu par Kennedy lors de la présidentielle de 1960, était au courant.



Michel David

## La farce continue

Jean Charest était encore une fois dans tous ses états. Comment le gouvernement péquiste pouvait-il être assez sans-cœur pour priver des enfants du bonheur de passer leurs vacances avec leurs parents, et vice-versa?

C'était le 25 avril 2001. Deux semaines plus tôt, le PLQ avait causé toute une surprise en faisant élire une députée réputée être de gauche dans la fortérée péquiste de Mercier, et son chef avait entrepris d'exploiter à fond le filon social-démocrate. Et puis, le thème de la famille est toujours rentable pour un politicien, surtout si on l'assaisonne d'un peu de pathos.

À l'Assemblée nationale, M. Charest avait donc apostrophé la ministre de la Famille et de l'Enfance, Linda Goupil, qui avait déjà bien du mal à justifier que des milliers d'enfants doivent attendre deux ou trois ans avant de trouver une place dans une garderie à 5 \$ par jour.

«Dans beaucoup de garderies, on informe les parents que s'ils retirent leurs enfants de la garderie pendant l'été, ils perdent leur place. Certains parents, parce qu'ils veulent, pour des raisons que j'ignore et que la ministre doit ignorer, passer du temps avec leurs enfants, se font dire: «Même si vous payez, vous perdrez quand même votre place.» Est-ce que la ministre est prête à revoir sa politique absurde, qui pénalise les enfants qui veulent passer du temps avec leurs parents pendant l'été?», avait demandé le chef de l'opposition, au comble de l'indignation.

M. Charest pouvait parler en connaissance de cause puisque c'était son propre attaché de presse, Christian Barette, qui se retrouvait dans cette situation aberrante, même s'il préférerait dire qu'on l'avait portée à son attention au cours de ses fréquentes tournées en région.

On découvre aujourd'hui que le premier ministre ne croyait pas un mot de ce qu'il disait. Les nouvelles règles de financement, communiquées à tous les services de garde, auront précisément pour effet d'étendre à la grandeur du Québec la situation qui scandalisait tellement M. Charest. Une fois déduits les jours fériés et les congés de maladie, combien en restera-t-il pour les vacances? Une semaine? Deux? Et si papa et maman sont séparés, avec qui les enfants les passeront-ils? Chacun son année?

Il est vrai que les poupons sont souvent malades, mais ce sont les garderies elles-mêmes qui insistent pour que les parents les gardent à la maison afin d'éviter la contagion. Manquer une journée de travail, sans parler d'une semaine, entraîne souvent une perte de revenu. On veut maintenant y ajouter une deuxième pénalité. Toute une politique familiale!

Au moins, Mme Goupil n'avait pas essayé de défendre l'indéfendable. L'actuelle ministre déléguée à la Famille, Carole Thériault, aurait dû avoir la même décence plutôt que de se ridiculiser en déclarant qu'il s'agissait d'une «bonne nouvelle». Et que dire de son attachée de presse, Louise Bédard, qui a déclaré au *Devoir* que «ça ne touche pas du tout aux enfants»? Non mais, de qui se moque-t-on, à la fin?

Après les élections du 14 avril, on avait offert à Christian Barette de devenir chef de cabinet du ministre en titre de la Famille, son ami Claude Béchard. Je me demande s'il aurait goûté l'humour très particulier de la situation. Peut-être voulait-il précisément éviter d'être associé à une décision qui n'est pas seulement absurde, comme le disait M. Charest, mais carrément odieuse.

«Voyez-vous, dans une politique familiale, il y a des gens qui pensent que c'est utile de passer du temps avec leurs enfants», ironisait le premier ministre en avril 2001. Puisqu'il faut bien appeler les choses par leur nom, disons-le tout net: c'était de la pure hypocrisie.

Jeudi dernier, l'Assemblée nationale a adopté une motion à l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance. Le ministre Béchard a déclaré qu'il fallait «encourager tous les secteurs de notre société à se mobiliser et à faire en sorte que nous puissions offrir ce qu'il y a de mieux pour les enfants». Il devrait commencer par donner l'exemple.

Son vis-à-vis péquiste, Jonathan Valois, a souligné que «le bonheur des enfants ne se comptabilise pas dans les règles budgétaires et comptables» et que «la joie de passer une journée avec nos tout-petits ne doit pas être mise en péril par le dogme de l'optimisation des services de gardes».

Cela commence à ressembler à une habitude: au gouvernement de faire exactement ce que M. Charest dénonçait avec la dernière énergie quand il était chef de l'opposition. Après avoir accusé le PQ d'avoir honteusement trompé les femmes monoparentales, il n'a rien trouvé de mieux que d'abolir l'allocation mensuelle de 111 \$ pour contraintes temporaires accordée aux assistés sociaux qui ont un enfant à charge de cinq ans et moins.

«La compassion, chers amis, ce sera le mot d'ordre du cheval de bataille du Parti libéral du Québec», avait dit son chef au lendemain des élections de 1999 après avoir constaté que le modèle Harris n'était pas très populaire auprès des Québécois. La sinistre farce continue. Après les femmes et les enfants, qui seront les prochaines victimes de la compassion libérale?

Au risque de me répéter, les économies de bouts de chandelles sont souvent les plus coûteuses d'un point de vue politique parce qu'elles sont les plus incompréhensibles. Le gouvernement pourrait bien être en train de commettre sa plus grosse erreur depuis le 14 avril.

mdavid@ledevoir.com



Le soir de sa victoire électorale, Jean Charest a été félicité par sa fille Alexandra, sous le regard réjoui de son épouse.

La signature cette semaine à Washington d'une première entente de Partenariat international

## Vers une économie de l'hydrogène

LOUIS-GILLES FRANCOEUR  
LE DEVOIR

La signature cette semaine à Washington d'une première entente de Partenariat international pour une économie de l'hydrogène est certes une date historique. Mais on n'a pas pour autant fêté partout aux États-Unis, où plusieurs craignent que cette entente ne soit détournée de ses fins premières, soit réduire la pollution et la contribution de l'industrie et des transports au réchauffement du climat.

L'entente signée jeudi vise globalement à réduire la dépendance de l'économie planétaire au pétrole, un objectif stratégique prioritaire pour les États-Unis. Plusieurs affirmaient hier avec cynisme dans les milieux écologistes américains que c'est pour donner un nouveau marché au Midwest américain, riche en charbon, que l'administration Bush a consacré 1,7 milliard de dollars au cours des derniers mois à la filière de l'hydrogène. Un milliard sera notamment réservé aux recherches en vue de produire de l'hydrogène avec du charbon, un défi technologique qui exigerait de pouvoir séquestrer le carbone très abondant de ce combustible particulièrement polluant par ses émissions de toute sorte.

L'accord de Washington sur l'économie de l'hydrogène vise plusieurs objectifs. Les signataires, dont le Canada, le Brésil, la Chine, la France, l'Allemagne, l'Inde, le Japon, la Russie et l'Angleterre, espèrent pouvoir ainsi coordonner leurs recherches sur l'hydrogène et sur les moyens de le produire avec moins d'énergie, de le transporter de la façon la plus sécuritaire possible et de le rendre disponible partout sur la planète afin d'offrir notamment aux automobilistes et aux constructeurs d'automobiles un réseau de pompistes complet sur chaque continent d'ici 2020.

L'objectif de cette entente internationale est visionnaire: remplacer le pétrole, qui intoxique les villes, pollue les mers et surtout déregle le climat de la planète, par un combustible capable de fournir de l'énergie sans émissions autres que de l'eau et de la chaleur.

Mais le milieu environnemental américain a vite accusé la Maison-Blanche de «détournement du concept», voire de tenter de «blanchir» des énergies sales, que le président Bush défend d'arrache-pied.

Le problème vient du fait que l'hydrogène n'existe pas à l'état libre et qu'il faut de l'énergie pour l'extraire de l'eau ou du gaz naturel, par exemple. La vraie question est de savoir avec

quelle énergie nous allons produire l'hydrogène «propre» pour les consommateurs de demain.

De toute évidence, selon Dan Becker, directeur du Programme énergie et réchauffement climatique du Sierra Club, la Maison-Blanche envisage principalement de recourir aux combustibles fossiles et au nucléaire pour produire l'hydrogène, une énergie verte qui deviendrait ainsi une énergie «sale». «Aller dans cette direction», expliquait Dan Becker à l'Environment News Service, «c'est comme tenter de perdre du poids en faisant du jogging pour aller manger chez McDonald!»

Le secrétaire américain à l'Énergie, Spencer Abraham, a jusqu'à un certain point confirmé les craintes des milieux écologistes en déclarant «qu'il faudra inévitablement faire appel à une grande diversité de sources d'énergie pour produire de l'hydrogène». Pour les écologistes, la seule façon de produire de l'hydrogène «vert» consiste à le produire à partir de l'énergie solaire ou éolienne, le segment énergétique qui, aux États-Unis, connaît la croissance la plus fulgurante. Tant que l'administration Bush n'exigera pas des distributeurs d'énergie un pourcentage minimal d'énergie verte, comme l'objectif de 12 % que se sont fixés les Européens pour 2010, les écologistes estiment que la production d'hydrogène aux États-Unis ne sera qu'un nouveau gadget de marketing pour des énergies sales et dangereuses.

# É D I T O R I A L

## Le porc résiste!

Il aura fallu attendre trois semaines avant que les producteurs de porcs du Québec ne livrent leurs réactions au rapport de la Commission sur l'industrie porcine du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). À l'évidence, les producteurs ne sont pas prêts à prendre le virage auquel le BAPE les invite sur une base volontaire. Le forçage sera nécessaire.

**A** lors qu'on pouvait rêver d'un discours d'avant-garde de la part des producteurs de porcs, leurs représentants ont une fois de plus tenté de convaincre leurs interlocuteurs que l'industrie porcine agit déjà selon les règles du développement durable, dans le respect de l'environnement et du bien-être de tous. Si les gouvernements en veulent plus, ils devront payer le prix pour que l'industrie reste compétitive par rapport aux pays où de telles règles environnementales n'existent pas. La belle affaire!

Malgré un effort dont on se demande s'il est sincère pour trouver des aspects positifs aux recommandations du BAPE, une lecture attentive des communiqués publiés par l'UPA et la Fédération des producteurs de porcs permet de comprendre que les producteurs ne voient dans le rapport que matière à empêcher l'industrie de tourner rondement. Des conclusions du BAPE suggérant de confier au monde municipal le soin de déterminer l'emplacement de certains types de production sur son territoire ou encore de faire respecter les règlements portant sur la protection des bandes riveraines et des boisés, les producteurs rejettent à peu près tout et exigent que seul Québec puisse intervenir sur la base d'une réglementation provinciale.

Or, s'il faut leur donner raison de craindre que les municipalités fassent pression pour le dézonage des terres agricoles au profit de la construction résidentielle, plus payante sur le plan fiscal, les éleveurs doivent tout de même reconnaître que le fait de laisser aux seuls fonctionnaires de l'Environnement le soin d'empêcher le déboisement et de contrôler les déversements dans les petits cours d'eau équivaut à

rien contrôler du tout.

En matière d'autorisation du nombre maximum de bêtes par élevage, les producteurs jugent qu'il faut continuer de procéder ferme par ferme, en fonction de la capacité de chacune d'absorber les lisiers produits. Au contraire, le BAPE recommande un calcul régional pour mieux évaluer la capacité d'absorption totale des sols. Encore là, on comprend la crainte de certains de se faire refuser un projet d'agrandissement pour cause de trop-plein régional, mais on a vu trop de producteurs procéder au déboisement intensif de leurs terres dans le seul but d'augmenter la surface d'épandage dans des régions déjà victimes d'excédents de lisiers.

Quant au moratoire sur la construction et l'agrandissement d'installations, dont Québec a annoncé la prolongation jusqu'en décembre 2004, les producteurs le dénoncent de façon unanime. N'ont-ils pas encore compris, nos amis producteurs, que sans un tel moratoire et surtout sans l'assurance fournie aux populations locales que la production porcine sera désormais strictement contrôlée dans le respect de l'environnement et du bien-être des voisins, c'est l'industrie elle-même qui est menacée? En effet, même si les Québécois savent que la production de porcs est importante, jamais plus ils n'accepteront de subir ses inconvénients.

Il reste maintenant au ministre de l'Environnement à convaincre ses collègues de la nécessité de résister au puissant lobby des producteurs. Contrairement à ce que ces derniers exigent, la réglementation en matière d'environnement n'est pas affaire de consensus entre les pollueurs et le législateur mais d'intérêt public.

[jrsansfacon@ledevoir.ca](mailto:jrsansfacon@ledevoir.ca)

## La ZLEA en difficulté

**R**endez-vous à Buenos Aires en 2005, avaient dit les chefs de gouvernement qui avaient participé au Sommet des Amériques à Québec en avril 2001. Tous croyaient alors possible de faire des Amériques une vaste zone de libre-échange. Devenu premier ministre du Québec, Bernard Landry s'était même juré d'être de ce rendez-vous, imaginant que le Québec pourrait être le 35<sup>e</sup> pays signataire de la ZLEA. Aujourd'hui, les choses semblent plus qu'incertaines. Si jamais une entente était conclue, elle ne serait qu'un pâle ersatz de celle à laquelle rêvait Bill Clinton en lançant ce projet, en 1994.

On ne doit pas se surprendre des difficultés que rencontre le projet d'Accord de libre-commerce des Amériques (le nom officiel de la ZLEA). Ce sont les mêmes qui, à la mi-septembre, ont mené à l'échec de la conférence de Cancun, où on tentait de sauver les négociations commerciales en cours dans le cadre de l'OMC. Dans un cas comme dans l'autre, le point névralgique s'est trouvé être l'accès des pays du Sud aux marchés du Nord, en particulier à celui des États-Unis, pour leurs produits agricoles.

Quelles que soient les difficultés qui se dressent sur la route de la ZLEA, il reste que l'objectif d'une intégration économique des Amériques demeure valable. C'est un moyen efficace de partager la richesse entre le Sud et le Nord dans la mesure où les accords négociés tiendront compte des différences de niveau de développement de chaque pays. Il n'y a pas lieu de jeter l'éponge. Dans cet esprit, il faut voir comme un moindre mal la déclaration des ministres du Commerce des Amériques qui, réunis à Miami cette semaine, ont orienté la négociation vers un accord allégé dit à la carte. Cette formule boiteuse permettrait à chacun de ne se soumettre qu'aux clauses qui lui conviennent.

Dans cette perspective, le rendez-vous de 2005 à Buenos Aires, si jamais il a lieu, aura une signification strictement symbolique. Quelques années de plus seront nécessaires pour mettre de la chair sur un accord qui ait une véritable portée. Il faudra pour cela convaincre Washington de faire des compromis sur les questions agricoles.

L'impasse actuelle où se retrouve la ZLEA est un dur coup pour le Canada, qui misait beaucoup sur un accord multilatéral pour accéder aux marchés des pays latino-américains. Il lui faudra se retourner vers la négociation d'ententes bilatérales, où il se retrouvera en concurrence avec les États-Unis. Sur ce plan, le Canada ne fait pas le poids avec son voisin en raison de la taille respective de leurs marchés.

Les chefs de gouvernement des Amériques se retrouveront à la mi-janvier à Mexico. Tentera-t-on alors de relancer la négociation? Ce sera la première sortie internationale de Paul Martin comme premier ministre. Sans trop se faire d'illusions sur la capacité du Canada à jouer les intermédiaires entre les États-Unis et le Brésil, qui sont les deux points de résistance à tout progrès des pourparlers, il ne perdrait rien à proposer de nouvelles pistes de discussion.

[bdescoteaux@ledevoir.ca](mailto:bdescoteaux@ledevoir.ca)



Jean-Robert Sansfaçon

### LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSSAÇON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE

### LE PANTIN NIÉ TOUT!



GARLOTTE  
2003-11-22

### LETTRES

## Un bilinguisme qui témoigne d'un complexe d'infériorité

Nous vivons actuellement au Québec une ère de bilinguisme téléphonique. Je parle de bilinguisme là où, antérieurement, il y avait unilinguisme français. Il y a bien sûr les commerces de tout acabit, de grande ou de petite taille, et même divers services gouvernementaux québécois, qui nous accueillent avec de beaux grands exposés bilingues qui vont désormais bien au-delà du simple «for English, press nine». Mais il y a plus navrant encore. En effet, je remarque autour de moi une montée en flèche du message d'accueil bilingue chez les utilisateurs de téléphone portable, en particulier ceux qui l'utilisent pour le travail. Vous savez, l'exaspérant: «Bonjour, ici Untel, laissez un message. Hi, this is Untel, please leave a message...»

Je m'arrête ici un instant pour dire à ceux qui seraient tentés de m'écarter immédiatement «bas de laine et ceinture fléchée» et de lever les yeux sur le reste de ma lettre qu'ils font fausse route. Mon commentaire n'est pas le refus d'une quelconque modernité sociale

mais plutôt la dénonciation d'une attitude qui m'apparaît régressive.

Cette utilisation particulière du bilinguisme anglais-français, et non pas le bilinguisme lui-même au sens large, a pour effet pervers immédiat de marginaliser les français en en faisant non plus la langue commune des Québécois mais la langue d'une seule communauté, qu'il ne convient pas d'employer seule lorsqu'on ne s'adresse pas uniquement à cette communauté. Puis, on le remplace par l'anglais, comme si quiconque ne parlant pas le français parlait nécessairement l'anglais. Ce raisonnement tout à fait périmé à notre époque témoigne d'un retour au galop du bon vieux complexe d'infériorité canadien-français. J'exagère? Je remarque pourtant que les francophones démontrant le plus cette volonté d'accueillir d'éventuelles relations d'affaires en anglais sont souvent ceux qui maîtrisent le moins cette langue. De là à conclure qu'ils agissent ainsi parce qu'ils sont complexes, il n'y a qu'un pas qui se franchit de lui-même.

S'ils tiennent mordicus à cet argument «d'affaires» et si celui-ci n'est pas que le parent de leur besoin irrépressible de soumission devant l'Amérique anglaise, ils devraient se dépêcher d'inclure d'abord l'espagnol et le cantonais dans leurs messages, et ce, bien

avant l'anglais. En effet, les gens nouvellement arrivés des pays hispaniques et de la Chine, par exemple, sont installés à Montréal en quantité impressionnante, et il est absolument erroné de croire que l'anglais les rejoindra significativement plus que les français. Quant aux Anglo-Québécois, qui, ici comme partout en Amérique du Nord, sont chez eux, ils acceptent depuis longtemps qu'il faille comprendre un minimum de français quand on vit au Québec et se plient avec plaisir à cette condition. Encore une fois, ne serait-il pas plus poli, et même rentable, de prononcer quelques mots de grec, d'italien ou de portugais à l'attention de ces gens vivant ici en terre d'accueil, loin de leur pays d'origine, et parfois ghettoïsés par notre indifférence?

Bref, si le bilinguisme anglais-français était d'une quelconque utilité d'un strict point de vue commercial, je comprendrais peut-être. Mais son impact en cette matière est infinitésimal, surtout si on le compare à l'immense dommage social qu'il engendre. Alourdir nos interactions de ce bilinguisme pompeux et maladroitement opportuniste ne trouve aucune justification dans le contexte actuel.

Nic Payne  
Montréal, le 18 novembre 2003

### REVUE DE PRESSE

## La fable de la fusion de l'Ouest

Antoine Robitaille

**S**era-ce l'Albertatchewan ou la Saskatchewan? Eh oui, l'idée de fusionner les deux provinces de l'Ouest, l'Alberta et la Saskatchewan, a refait surface récemment. Et comme il se doit lorsqu'une idée de la sorte revient sur le tapis, l'institut C. D. Howe a tenu à enquêter. On les a créées égales, ces provinces, en 1905, rappelaient, dans le *Globe and Mail* d'hier, Herbert Emery et Ronald Kneebone, deux professeurs d'économie à l'université de Calgary, auxquels le célèbre *think-tank* a demandé d'étudier ce projet. Presque un siècle après leur création simultanée, l'Alberta a une population trois fois plus importante que celle de sa voisine. Elle génère 4,5 fois son PNB. En plus, dans la province de Ralf Klein, la population continue de croître deux fois plus rapidement que la moyenne canadienne. L'Alberta crée de nouveaux emplois à un rythme plus rapide que n'importe quelle région de la fédération «alors que la croissance de l'emploi en Saskatchewan s'est avérée beaucoup moindre».

MM. Emery et Kneebone dressent donc un portrait très contrasté des deux provinces, restant tout à fait polis malgré une disparité inouïe. Sur le ton de «tout le monde a le droit de choisir la pauvreté dans le socialisme», les économistes détaillent ensuite les choix faits par les deux provinces. Épargnons-nous les détails. Ça donne en gros ceci: l'un a voulu redistribuer la richesse par l'État, l'autre a misé à fond sur l'entreprise privée et la baisse des impôts. Tiens, fabulons un peu:

La Saskatchewan, Ayant tout le siècle étatisé, Se trouva fort dépourvue Lorsque l'Alberta, très fort, crût Elle songea à aller crier famine à sa voisine Lui proposant de fusionner...

Mais si elles osaient une telle intégration, disent les deux économistes dans le *Globe*, «cela forcerait les citoyens dans une ou l'autre des provinces à abandonner les politiques publiques qui reflètent leurs préférences». Or la fourmi pétrolière albertaine, texane du Nord, préfère les petits impôts et les grosses industries. Et après tout, indiquent les économistes, «c'est un des avantages de cette fédération que de pouvoir

choisir de vivre avec des gens qui ont les mêmes priorités que nous». C'est presque un droit fondamental dans ce pays, pour les résidents de «la Saskatchewan et du Québec», de choisir «une combinaison d'impôts élevés et de programmes sociaux plus généreux».

La morale? Alors, stagnez, maintenant!

On ne vote peut-être presque plus aux élections municipales, et de moins en moins au provincial et au fédéral, mais dieu qu'on multiplie les suffrages ailleurs, et de plus en plus.

### La presse



### du Canada

Quel paradoxe que cet accroissement du nombre de scrutins rapides, souvent payants, à la télé-réalité et sur Internet! Drôle d'époque, qui voit le déclin des expressions politiques tomber à mesure que la débauche d'opinions insignifiantes s'accroît. Ceci explique-t-il cela?

C'est donc le magazine *Maclean's* qui demande à ses lecteurs, sur son site Internet, de voter dans quatre catégories en prévision de la fin de l'année. D'abord, l'événement de l'année: les choix: «SRAS, vache folle, panne d'électricité du 16 août, marijuana, feu de forêt, Vancouver 2010 ou autres?» L'artiste de l'année: «Ryan Malcolm, Avril Lavigne, Mike Myers, Rick Mercer, Shania Twain, Rémy Shand ou autres?» L'athlète de l'année: «Steve Nash, Mike Weir, Eric Gagné, Perdita Felicien, Marilyn Streit, Jordan Tootoo ou autres?»

Quelle autre catégorie, enfin? Personnalité politique de l'année, dites-vous? Non, dans ce pays à l'obsession thérapeutique, on vote pour «la personnalité de l'année dans le monde de la santé!» Et les candidats sont les suivants: «James Young, l'activiste contre le sida Stephen Lewis, Roy Romanow, Eric Hoskins, John Bell, Fabio Rossi».

Une question au directeur général de ce palmarès au magazine *Maclean's*: la catégorie «autres», c'est pour «Québécois»?

Rick Salutin se penchait hier sur le sort du magnat Conrad Black. Ce dernier vient de déchoir dans le monde des affaires, mais sort ces jours-ci une épaisse biographie de Franklin D. Roosevelt qui pourrait connaître un grand succès. (En passant, il fallait lire l'entrevue de Black avec l'historien Robert Fulford, mercredi dans le *National Post*, qui se terminait magistralement par cette phrase: «L'impression de déjeuner avec Napoléon, le jour de Waterloo.»)

Ce livre, donc, Salutin promet de l'assailir, «comme une armée sur une plage de débarquement». Car Black prétend pouvoir montrer que Roosevelt, «l'homme le plus important du XX<sup>e</sup> siècle», a été «accaparé par la gauche». Or, selon Black, FDR était un centriste et non un homme de gauche. Le New Deal, c'était un truc pour sauver le capitalisme.

Selon Salutin, l'ennui avec cette réputation d'une interprétation courante de FDR, c'est que c'est FDR lui-même qui se disait «à gauche». Plusieurs militants de l'époque soutenaient comme Black qu'il n'en faisait pas assez et qu'il ne souhaitait au fond «qu'empêcher l'émergence de voies alternatives plus radicales». Son but: «préserver le monde des riches, dont il faisait partie», écrit Salutin.

Les propos de Black, poursuit le chroniqueur, font penser à l'idée de la «régie d'entreprise», qui a connu un grand succès depuis la chute d'Enron. Cette idée pourrait avoir l'air d'un truc visant «à préserver, sous couvert de changements, l'essentiel des choses comme elles existent». C'est une interprétation de gauche, dit Salutin. Mais parfois, «même une idée à la mode peut mordre», comme ce qui arrive à Black le pousse.

Scandale! La chroniqueuse Connie Woodcock révélait récemment, dans le *Toronto Sun*, que dans une réclame de Pizza McCain, on entend l'O Canada. Après vérification auprès de la compagnie, qui a son siège social au Nouveau-Brunswick, Mme Woodcock a appris qu'elle était presque la seule à vouloir porter plainte contre cet affront à «notre» hymne. Au Canada, fait-elle remarquer, l'identité est de plus en plus bonne vendeuse. «Le patriotisme est souvent lié à la bière. Aussi ridicules qu'elles aient été, les pubs "I am Canadian" et de "Joe Canadian" ont fait vendre beaucoup de bière. Mais au moins, contrairement à McCain, Molson n'a pas utilisé l'hymne national.» Mme Woodcock, décidément très en verve ce jour-là, se fâche: «Avez-vous déjà vu le Star Spangled Banner [l'hymne des États-Unis] vendre de la bouffe congelée? Et les Britanniques permettent-ils de vendre de la Guinness avec God Save The Queen?» La chroniqueuse poursuit avec un mouvement rhétorique irréfutable: «L'hymne national, c'est une partie [une pointe?] de l'âme d'un pays. C'est sacré! On ne l'utilise pas à tort et à travers. Dans certains pays, il y aurait des pétitions contre McCain et des boycottages nationaux.»

## IDÉES

Libre-échange

## Pourquoi les États-Unis soutiennent la ZLEA

PAUL CELLUCCI

Ambassadeur des États-Unis au Canada

**U**ne forte croissance, de plus grandes et de meilleures possibilités, un avenir prometteur. Voilà ce que l'ouverture des marchés et le commerce ont apporté au Canada et aux États-Unis, et voilà ce qu'ils apporteront aux autres peuples des Amériques.

Les ministres du Commerce de 34 pays démocratiques réunis cette semaine à Miami auront du moins ces avantages en tête lorsqu'ils tenteront de faire progresser les négociations sur la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA). En raison du ralentissement des négociations sur la mondialisation des marchés lors de la récente réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), à Cancun, les pays d'Amérique devraient profiter de l'occasion qui s'offre à eux pour ouvrir leurs marchés et promouvoir la croissance économique et la prospérité qu'attendent les citoyens de tous les pays.

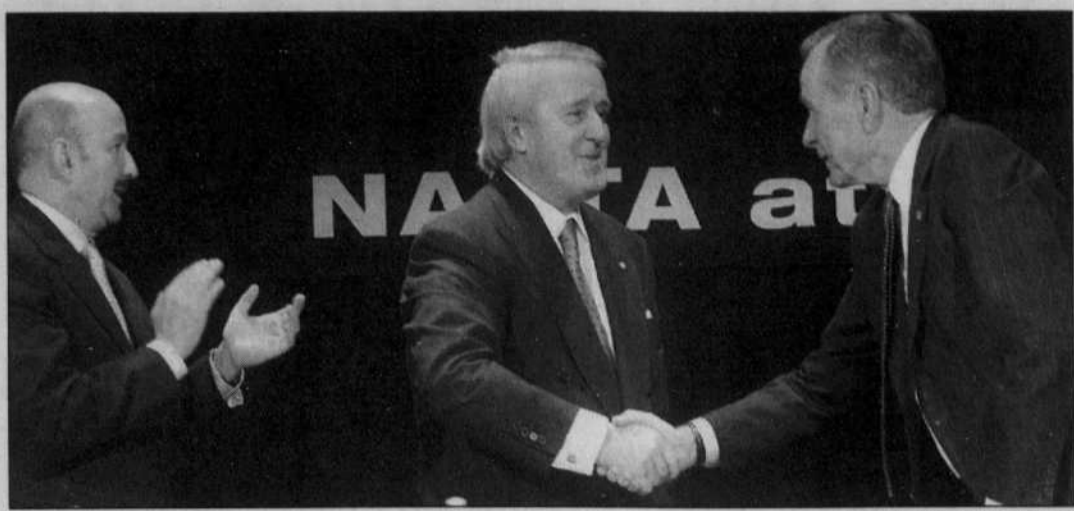
Le commerce figure en tête de liste du programme que les États-Unis ont élaboré pour la région. Les États-Unis se sont engagés à travailler à la création d'une zone de libre-échange véritable, globale et multilatérale, favorisant l'intégration hémisphérique. Les États-Unis et le Brésil coprésident les négociations sur la ZLEA et, de ce fait, se doivent de les faire progresser. Tous les participants doivent chercher à faciliter le dialogue afin que l'on puisse en arriver à un accord global et équilibré qui réponde aux demandes de l'économie moderne et mondiale d'aujourd'hui, tout en tenant compte de la situation particulière des pays plus petits et plus pauvres.

Les accords commerciaux doivent refléter le contexte économique moderne et mondial d'aujourd'hui et ne pas se limiter aux questions traditionnelles liées au commerce des marchandises. Nous devons prendre conscience des avantages que nous pouvons tirer d'une zone unique et intégrée de libre-échange au sein de laquelle le commerce s'effectue librement entre la Colombie et le Chili, la Jamaïque et l'Argentine, le Brésil et le Costa Rica.

Pour être concurrentiels dans le contexte économique mondial d'aujourd'hui, les entreprises ne peuvent plus compter uniquement sur leur productivité ou leur efficacité. Elles doivent pouvoir tirer parti d'un environnement où règnent l'efficacité et la compétitivité des services dont elles sont tributaires, d'un système d'investissement prévisible et équitable, de procédures douanières efficaces et prévisibles et d'un cadre gouvernemental de réglementation transparent. Les accords commerciaux modernes prévoient la mise en œuvre de règles équitables et prévisibles pour toutes les parties en cause.

## Un accord bénéfique

Les barrières commerciales engendrent une hausse des prix et restreignent les choix en ce qui a trait aux aliments et aux vêtements. L'objectif de la ZLEA est d'abaisser les tarifs, d'éliminer les barrières et de simplifier les formalités administratives, des facteurs qui contribuent à maintenir les prix à la hausse pour les 800 millions de consommateurs de l'hémisphère



WILLIAM PHILPOTT REUTERS

Le Mexicain Carlos Salinas, le Canadien Brian Mulroney et l'Américain George Bush père signaient, en décembre 2002, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

et qui empêchent l'achat et la vente des produits des pays qui en font partie.

Nous avons pourtant devant nous des exemples frappants de la façon dont le commerce peut améliorer notre qualité de vie. L'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) s'est avéré hautement bénéfique pour ses trois signataires, le Canada, le Mexique et les États-Unis. Les réformes économiques mises en place par le Chili ont eu pour effet de réduire d'environ un tiers le taux de pauvreté. Le Mexique, qui, jusqu'au milieu des années 80, n'était même pas membre de l'Organisation mondiale du commerce ayant précédé l'OMC, a signé 13 accords de libre-échange en plus de l'ALENA et a été l'hôte de discussions sur la mondialisation du commerce.

C'est ce même type de possibilités qui s'offrira aux pays de la ZLEA: une augmentation des échanges qui permet une réduction de la pauvreté. Si les États-Unis ont accordé une attention particulière à la création de cette zone, ils n'en ont pas moins continué à travailler étroitement à l'élaboration d'accords sur mesure avec des pays intéressés à ouvrir leurs marchés avant la conclusion des négociations sur la ZLEA.

L'accord récemment signé entre les États-Unis et le Chili entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier. Les États-Unis et cinq pays d'Amérique centrale, le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, devraient conclure leurs négociations sur des accords de libre-échange en décembre. La vaste portée de ces accords et, éventuellement, celui de la ZLEA auront comme effet de favoriser la mise en place de réformes, comme le respect de la primauté du droit, de la transparence, de l'environnement et des droits des travailleurs.

Bien que très favorables à la libéralisation des échanges commerciaux, les États-Unis reconnaissent que tout accord commercial hémisphérique doit refléter la diversité économique existante. Dans les propositions qu'ils ont soumises aux négociations, les États-Unis ont tenu compte de ce facteur en prévoyant que les pays dont l'économie est de moindre taille, comme ceux des Caraïbes, pourront accéder plus rapidement aux grands marchés et bénéficier de plus longues périodes d'adaptation pour leurs secteurs fragiles.

De plus, les États-Unis ont prévu une aide de 150 millions aux pays de l'hémisphère pour renforcer leur capacité commerciale, c'est-à-dire pour se doter des ressources nécessaires leur permettant de participer pleinement aux négociations commerciales sur l'ouverture des marchés. Les États-Unis appuient les mesures prises par la Banque interaméricaine de développement (BID) pour aider les pays à consolider leurs ressources publiques et privées dans le cadre de la mise en œuvre de leurs réformes commerciales.

## Fermeture et stagnation

Il est normal que les gens craignent le changement. Beaucoup de gens se posent aussi des questions aux États-Unis. Pourtant, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la performance des pays qui ont ouvert leurs marchés parle d'elle-même, et ce, tant du côté des pays en développement que parmi les économies plus développées. Maintenir des barrières économiques et bureaucratiques entre les pays ne fait que perpétuer l'inefficacité, limiter les possibilités, «verrouiller» les systèmes et empêcher les travailleurs, les entreprises, les consommateurs et les agriculteurs d'atteindre leur plein potentiel. Le coût à long terme de la fermeture des marchés est bien évident, il engendre la stagnation des économies. Solidité et intégration caractériseront la ZLEA, une zone où les pays membres pourront ensemble être concurrentiels et relever les défis liés à la mondialisation du commerce.

Les négociations sur la ZLEA ne se termineront pas lors de la rencontre ministérielle de Miami. L'objectif de cette réunion est de familiariser les négociateurs avec les moyens qui permettront de réduire les écarts et d'élaborer un accord ambitieux et équilibré. Beaucoup de travail reste à faire. Au cours des semaines et des mois à venir, nous connaîtrons des hauts et des bas, des revers et des succès. Cependant, comme l'a déclaré le président Bush à Québec lors du Sommet des Amériques en 2001: «Notre vision est grandiose, nous voyons un hémisphère démocratique lié par la bonne volonté et le libre-échange. C'est beaucoup demander, mais c'est aussi une occasion unique. Nous en portons la responsabilité.»

## Les vrais enjeux de la grève des transports en commun

## Boulimie d'hydrocarbures

OLIVIER GRAU

Montréal

**P**endant que la mafia syndicale des transports en commun se prête à son jeu favori, l'extorsion érigée en système des plus modestes citoyens — ce chantage d'une extrême lâcheté, exercé par une caste de privilégiés surpayés pour améliorer encore une convention collective d'une générosité indécente —, une société albertaine, associée par des liens incestueux à une entreprise texane, se prépare à faire de la prospection dans le golfe du Saint-Laurent. Le tout avec la bénédiction de notre nouveau gouvernement, ce qui servira à alimenter notre boulimie d'hydrocarbures et contribuera ainsi à la hausse des émissions de gaz à effet de serre.

Abandonnée par les pouvoirs collectifs, la STM, fournisseur à Montréal de services de transports en commun, seule option viable pour réduire la principale source de pollution dans les villes, n'aura d'autre choix que d'augmenter ses tarifs pour remplir les poches de ces mafiosi. Ceci contribuera à la baisse du nombre d'usagers et à l'accélération de la spirale infernale de l'augmentation des coûts et de la pollution.

Qui va payer? Sûrement pas les cadres de Bombardier, plus riches des centaines de millions de dollars généreusement consentis par le gouvernement Charest. Les démunis, le peuple, la classe moyenne, ceux qui n'ont d'autre choix que de prendre l'autobus ou le métro pour gagner leur pain quotidien, ceux, aussi, qui ont fait délibérément le choix responsable de la simplicité volontaire. Et loin de contribuer aux efforts déployés pour freiner notre enfoncement inéluctable dans le cycle de la pollution, nous finançons avec nos deniers les activités criminelles de ceux qui ne jurent que par l'exploitation des hydrocarbures.

## Le mythe suicidaire du développement

Comme le disait René Dumont, le développement est un mythe suicidaire. On ne peut qu'acquiescer



KALEH KHEIBER REUTERS

Malheureusement, le lobby du pétrole est le plus important groupe de pression de la planète... et aussi le principal fossoyeur de nos valeurs collectives.

lorsqu'on sait que les objectifs de Kyoto, balayés du revers de la main par le plus gros pollueur de la planète, notre voisin obèse, ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan. Moins de 10 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) alors qu'il en faudrait 60 % pour stabiliser la situation, selon Hubert Reeves, l'un des seuls intervenants crédibles à pré-

cher dans le désert de notre démission collective. Nous sommes assis le sourire aux lèvres, repus et satisfaits, dans un train à grande vitesse lancé vers le précipice. Nous allons léguer à nos enfants un monde invivable et la tâche impossible d'inverser le processus inéluctable d'anéantissement de toute forme de vie sur Terre.

## Chantres d'un optimisme débridé

Certes, il ne manque pas de chantres de l'optimisme débridé, qui se moquent du sensationnalisme et de l'exagération des scénarios catastrophiques. Certes, l'empire du mal et son cow-boy fondamentaliste ne manqueront pas de nous sortir une nouvelle étude pseudo scientifique qui prouvera... qu'il n'y a aucune preuve du réchauffement de la planète et que le trou dans la couche d'ozone est en régression. L'équipe conservatrice de Washington, qui couche avec les pétroliers et autres criminelles du genre Enron et Halliburton, le joyau de Dick Cheney, ne vient-elle pas de voter un projet de loi augmentant les subventions à la recherche pétrolière et gazière alors que le redoutable Schwarzenegger lui-même vient d'abolir une surtaxe sur les frais d'immatriculation des véhicules, mesure populiste et irresponsable au possible?

Il ne fait aucun doute que si les milliards investis depuis des décennies dans la recherche pétrolière l'avaient été dans les énergies renouvelables et non polluantes, en particulier les piles à combustible pour les automobiles, nous roulerions tous aujourd'hui dans des véhicules sans émissions de GES. Malheureusement, le lobby du pétrole est le plus important groupe de pression de la planète... et aussi le principal fossoyeur de nos valeurs collectives. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la Californie était dotée d'un remarquable réseau de chemins de fer, dont les voies furent toutes démantelées sous les pressions d'un fabricant de pneus et du lobby du pétrole local!

Alors, syndicats des transports en commun, pouvoirs publics irresponsables et lobbys du pétrole: même combat. Pendant que les petits attendent en vain un geste d'humanité et de conscience sociale, transis aux arrêts d'autobus, les nantis festoient dans le train lancé à grande vitesse.



Gil Courtemanche

## Le gouvernement des riches

**À** la fin des années 80, sous prétexte de moderniser les économies africaines et de les faire entrer dans l'ère de la concurrence, le Fonds monétaire international leur imposa une médecine de cheval: les plans d'ajustement structurel. La recette était simple: en sabrant dans les dépenses publiques, en désengageant l'État, en privatisant, en ouvrant les portes sans restriction au capital étranger, en permettant l'exploitation intensive des richesses naturelles, ces pays livrés à la panacée du marché sortiraient de la pauvreté endémique et entreraient de plain-pied dans l'ère du néo-capitalisme. Ce fut un échec lamentable. Les amis de ces régimes s'approprièrent les richesses collectives et la pauvreté augmenta.

C'est la même philosophie, la même idéologie, celle du profit et de la liberté absolue de l'individu d'accumuler des richesses sans égard aux besoins de la société, qui anime ce que notre gouvernement nomme pudiquement la «réingénierie», horrible néologisme qui révèle cependant la pensée secrète de ces gens riches: la société doit être administrée comme une entreprise. Sa logique est la fonctionnalité économique, sauf quand il s'agit de sabrer dans les impôts des plus riches en même temps qu'on s'égosille à invoquer le déficit pour justifier toutes les attaques contre les services qui bénéficient aux moins nantis.

Car ce sont des attaques fondamentales contre les moins nantis auxquelles nous assistons. Pour ces gens, comme dirait Jacques Brel avec mépris, deux dollars par jour, ce n'est même pas une somme d'argent, c'est un gratteux, un pourboire, une pièce qu'on jette négligemment à un mendiant. Par contre, pour une mère monoparentale qui vient de quitter l'aide sociale et travaille au salaire minimum, c'est une énorme somme de 800 \$ par année, une somme qui la poussera peut-être à se joindre de nouveau aux assistés sociaux.

Ce sont les mêmes personnes qui utilisent les transports en commun, pas les petits amis riches de ce gouvernement. Mais la tragique situation budgétaire qui justifie des baisses d'impôt empêche ce gouvernement de financer adéquatement ce service public essentiel et force la Société de transport de Montréal à annoncer d'autres énormes hausses des tarifs. Ces gens qui nous gouvernent et qui fréquentent leurs amis du Conseil du patronat ne connaissent personne qui utilise régulièrement les transports en commun, surtout pas cette mère monoparentale qui devra ajouter à son budget, outre les 800 \$ de plus pour la garderie, 200 \$ additionnels pour sa carte mensuelle de la STM. Mille dollars, c'est probablement la somme que paiera en moins en impôt un citoyen dont le revenu est de 75 000 \$ par année. Bien sûr, il a un besoin urgent de cette somme essentielle pour lui... probablement pour créer des emplois.

Une partie de ces mille dollars destinés à ceux qui vivent bien proviendra des 70 millions que le PQ s'était engagé à consacrer aux bibliothèques scolaires, qui, on le sait, ressemblent à des bibliothèques du Tiers-Monde. Grand intellectuel, homme de savoir, Pierre Reid n'a pas sourcillé puisqu'il faut bien couper ses impôts à lui. Il a proposé un partenariat avec les bibliothèques municipales, aussi pauvres que les bibliothèques scolaires. Encore une fois, qui va payer pour ce plan d'ajustement structurel? Les moins nantis de la société. Car ce ne sont pas les enfants de nos ministres qui fréquentent les bibliothèques scolaires. Nos ministres ont des bibliothèques à la maison et ne veulent absolument pas que leurs enfants consultent un livre de géographie qui dit que l'URSS existe toujours en 2003. Ces gens, comme leurs amis, ne fréquentent pas plus les bibliothèques municipales. Pourquoi s'inquiéteraient-ils d'un monde qu'ils ne connaissent pas?

Même la suave, la souriante et toujours absente ministre de la Culture applique la même logique comptable sans se départir de sa chaleuruse bonhomie. Les salons du livre eux aussi, en bons citoyens, devront contribuer à la baisse d'impôt. Dans le monde des salons du livre, deux, celui de Montréal et de Québec, pourront assumer sans trop souffrir la diminution des subventions pour les activités extérieures comme les rencontres d'écrivains dans les écoles. Encore une fois, ce sont les salons du livre pauvres qui paieront, ceux du Saguenay, de Rimouski, de l'Abitibi, et, bien entendu, les étudiants de ces régions souvent pauvres.

Et que dire de la volonté de rejeter dans la précarité et dans l'incertitude des dizaines de milliers de travailleurs en ouvrant toutes grandes les portes de la sous-traitance, transformant ainsi les ouvriers en marchandises, en équipements, que des patrons peuvent vendre pour s'en débarrasser?

Lors des premières semaines de ce gouvernement, on se disait qu'il ne fallait voir dans ce mot de «réingénierie» qu'une sorte de slogan creux et que, même si on avait promis des changements, cela ne signifiait pas nécessairement un retour en arrière ou une fuite en avant dans l'idéologie néolibérale qui a fait faillite partout où on l'a appliquée. Nous nous étions trompés. Ces gens riches sont dangereusement sérieux. Ils n'aiment pas la société que les Québécois se sont donnée. En fait, ils ne se sentent pas chez eux dans cette société qui n'est pas entièrement faite pour les riches. Ce qu'ils souhaitent, c'est que nous devenions des Américains et des Albertains... comme eux.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation); Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Mungier (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (supplément éditorial, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences); Michel Gagneux (caricaturiste); Diane Précorin (responsable des pages thématiques); Martin Duches, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (supplément cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias); Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Reny, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti et Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Duroisac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Abrie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Bouché, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yvanick Martel. PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAFIC. Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lemarié, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Heugreux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Puroy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR: Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

## SANTÉ

## Laissez passer les clowns

*Des artistes thérapeutiques brandissent l'humour et la dérision comme thérapie pour les enfants et les personnes âgées*

Mi-bouffons, mi-thérapeutes, des clowns en sarrau ont récemment franchi les portes des hôpitaux québécois pour enfants. Nez rouge bien en vue et ironie en bandoulière, ils transforment les seringues en pistolets à eau et les vessies en lanternes. Avec la dérision pour mode d'emploi, ces iconoclastes provoquent plus que des rictus. Ils se jouent des tabous, désamorcent la peur, réconcilient les malades avec la vie.

ISABELLE PARÉ  
LE DEVOIR

Émules du D<sup>r</sup> Patch Adams, ce médecin humaniste américain qui a fait de l'humour son stéthoscope pour sonder le cœur des enfants, une dizaine d'artistes thérapeutiques de l'organisme québécois D' Clown ont fait leur apparition au chevet des enfants. Ils emboîtent le pas à un mouvement qui n'a pas cessé de croître depuis ses tout premiers balbutiements, survenus simultanément à New York et à Winnipeg au milieu des années 80.

« Depuis le début du siècle, des clowns de cirque ont visité les hôpitaux à l'occasion. Mais aujourd'hui, il s'agit d'artistes qui manient l'art clownesque et qui ont été formés à faire des interventions thérapeutiques », explique Olivier-Hugues Perreault, clown à ses heures et autrement directeur général à temps plein de D' Clown.

Officiellement né il y a 18 mois, D' Clown propage maintenant l'hilarité à l'Hôpital de Montréal pour enfants, à l'hôpital Sainte-Justine, et au Centre de réadaptation Marie-Enfant mais aussi au Centre de réadaptation Villa Medica, à l'Hôpital général juif et au Centre d'hébergement pour personnes âgées Paul-Lizotte.

Mais ces humoristes en sarrau rejettent le statut d'amuseurs cliniques. Ils ne se considèrent pas comme de simples machines à dilater la rate mais plutôt comme des iconoclastes holistiques. Adieu, perruques arc-en-ciel, maquillage épais et bottines démesurées. Ces clowns, qui travaillent toujours en tandem, arborent tous la chemise blanche et le nez rouge pour camper le rôle de médecins nouveau genre.

Leur but: redonner le contrôle au patient, aider le personnel et tourner en dérision la rigidité et le sérieux du milieu hospitalier. « Notre approche est de voir le patient comme une personne pleine de potentiel, pas comme un malade. Nous jouons les incapables qui ont besoin de l'aide des enfants. Ça leur redonne le pouvoir que la maladie leur enlève. Notre but, c'est aussi de désamorcer la figure d'autorité du médecin et de leur montrer que nous sommes encore plus mal pris qu'eux », explique Olivier.

Devant eux, les enfants ne sont plus des spectateurs mais des metteurs en scène. Ainsi, une baguette magique confiée à un enfant confiné à son lit devient celle d'un chef d'orchestre capable d'intimer les pires bouffonneries aux clowns de service. Selon Olivier-Hugues Perreault, même des enfants lourdement handicapés, qui ne bougent que les paupières, sont conviés à ce jeu de reprise de contrôle sur leur corps, où de simples clignements d'yeux permettent de dicter aux clowns le moindre mouvement.

Mais ces artistes thérapeutiques n'errant pas au hasard des corridors. Ils sont souvent appelés en renfort auprès d'enfants auxquels on s'apprête à faire des injections, des manipulations complexes, voire auprès de ceux qui se refusent à tout traitement.

Olivier se souvient d'un garçonnet de cinq ans, retiré dans sa bulle, qui

refusait d'ingurgiter quoi que ce soit et même de parler, traumatisé par des hospitalisations antérieures. Les médecins se montraient impuissants. « Il nous ignorait. Tout à coup, sans parler, nous avons commencé à nous lancer de petites boulettes de papier. Il a emboîté le pas, et le tout s'est terminé par une terrible bataille de boulettes dans la chambre. Il a recommencé à manger et, 48 heures après, il avait son congé de l'hôpital », raconte ce D' Clown.

Il se rappelle avoir fait avaler sa ration de pilules à un bambin en lui permettant d'arroser au pistolet son collègue clown après chaque comprimé avalé. A grand renfort de gazous et de clochettes distribués aux infirmières, on peut aussi simuler une parade pour accompagner un enfant anxieux à la salle d'opération. « On est là aussi pour aider le personnel soignant », ajoute Olivier.

On ne se gêne d'ailleurs pas pour tourner en dérision le matériel médical en transformant une seringue en fusil à eau ou les porte-perfusion en arrêts d'autobus.

L'intervention de ces drôles de zigues à stéthoscope se poursuit même jusque dans les unités à circulation restreinte, où des enfants aux systèmes immunitaires à plat sont isolés à l'abri des contaminants extérieurs. Les clowns portent alors combinaisons et masques avec, pour seul signe distinctif, un gros nez rouge protubérant.

« On peut alors intervenir par téléphone et faire une petite improvisation depuis la fenêtre de la porte de chambre », explique Florence Vinit, coordonnatrice psychosociale et responsable de la formation chez D' Clown. Les craintes de contamination ont d'ailleurs longtemps été une raison invoquée par les hôpitaux pour bloquer la porte à ces fous furieux. C'est pourquoi l'organisme québécois a fait de l'hygiène une de ses priorités, et aucun accessoire de clown ne fait l'économie d'un stérilisateur en bonne et due forme.

Mme Vinit, qui s'assure chaque mois d'approfondir la formation de cette équipe de clowns, estime que ces artistes sont de moins en moins perçus comme des bouffons par les hôpitaux. « Ils sont de plus en plus considérés comme un complément au travail du personnel hospitalier. On les réclame très souvent lors de procédures difficiles ou souffrantes pour les enfants », dit-elle.

À Sainte-Justine, même si ces thérapeutes du rire ne sont présents que depuis deux mois, on confirme qu'ils ont un sixième sens pour détecter l'humeur des enfants. « Ce ne sont vraiment pas que des clowns. Ils ajustent chaque intervention en fonction de ce qu'ils décodent chez l'enfant. Un jour, j'ai été estomaquée en voyant qu'ils avaient deviné le décès récent d'un enfant simple-ment par l'humeur des autres enfants et des infirmières. Pour moi, ce projet est très prometteur », affirme Martine Legault, infirmière-chef à Sainte-Justine et responsable de l'évaluation de ce projet.

Sainte-Justine jagera d'ailleurs l'impact de ce programme dans quatre mois, tant auprès des enfants et du personnel que des parents.

À l'Hôpital de Montréal pour enfants, 88% des infirmières interrogées lors d'un récent sondage estiment que les clowns ont un effet bénéfique sur les enfants et 80% jugent désormais leur présence prioritaire.

« Nous avons vite réalisé l'effet positif que cela avait dans tout l'hôpital. Aujourd'hui, on ne pourrait plus s'en passer ! », affirme Ann Hébert, psycho-éducatrice à l'Hôpital de Montréal pour enfants, où D' Clown intervient depuis le printemps 2002.

#### Une soupe nécessaire

Même si le rire ne réussit pas toujours à diminuer la souffrance de l'enfant, la présence clownesque a parfois un effet de soupe sur le personnel, voire sur les parents, qui ont du mal à composer avec la douleur infligée à leur enfant. « Un jour, un père qui venait d'apprendre que son enfant avait le cancer m'a volé mon pistolet pour m'arroser, puis m'a serré dans ses bras. Ça lui a fait du



Le D' Clown Olivier-Hugues Perreault en plein travail.

SOURCE D' CLOWN

« Un clown est comme une aspirine, sauf qu'il agit deux fois plus vite. »  
(Groucho Marx)

bien », se rappelle Olivier-Hugues.

Certains enfants, accablés par la tristesse que leur renvoient les yeux des adultes, remercient parfois les clowns d'avoir fait rire... leurs parents, insiste Florence Vinit.

Peu importe leurs simagrées, les émissaires de D' Clown se gardent bien de nuire aux interventions des médecins ou des infirmières, voire de leur faire camper le mauvais rôle. « Sauf exception, il faut aussi faire attention de ne pas trop exciter certains enfants dont la condition est précaire », explique Florence Vinit.

Mais des exceptions, il y en a. Ainsi, dans les salles de télémétrie où on surveille l'activité cérébrale, on a déjà fait appel aux clowns pour exciter les enfants et provoquer des crises d'épilepsie dont les médecins ne comprenaient pas l'origine!

Avec les personnes âgées, l'approche est radicalement différente. De bouffon maladroit, le clown se métamorphose en confident. Acculées à la solitude et à l'angoisse de la mort, les personnes âgées qui vivent en hébergement ont besoin de parler de leurs douleurs, de leurs inquiétudes. « Il nous arrive d'apprivoiser ces angoisses en riant. Avec eux, nous avons déjà fait une impro où on simulait l'arrivée chez saint Pierre et l'entrée au paradis. Ils étaient torse nus de rire », affirme Olivier-Hugues.

La folie des clowns sert aussi de pont d'or pour rejoindre les personnes atteintes d'Alzheimer ou d'autres formes de démence. « On se rejoint dans un univers irréel où nos discours n'ont souvent ni queue ni tête », rigole l'âme dirigeante de D' Clown, qui a frayé avec la danse contemporaine et le théâtre avant de jeter son dévolu sur l'art clownesque.

#### Des chiens, pas des thérapeutes

Malgré leur effet placebo, ces dingues sans prétention se défendent d'être des thérapeutes. « Nous ne sommes pas des thérapeutes. On est à la thérapie ce que le chien est à la zoothérapie », ironise Olivier-Hugues Perreault.

D'ailleurs, pour Florence Vinit, il faut se garder de voir les clowns comme de simples outils thérapeutiques ou comme des machines à faire rire à tout prix. « Le clown ne doit pas avoir pour seul objet de faire rire. Il doit aussi échapper à la logique des résultats qui est propre au milieu hospitalier », plaide-t-elle.

Pour garder un regard neutre sur l'enfant, différent de celui du médecin qui y voit d'abord un malade, le clown doit rester libre, critique et absurde, croit-elle. Les clowns doivent rester anarchistes pour jouer les complices des enfants face au monde hospitalier. « Ils doivent continuer à tutoyer le médecin, à embrasser les infirmières sur le front et à pester contre les listes d'attente. Ils sont les seuls à pouvoir parler tout haut des tabous dans l'hôpital », pense-t-elle.

D'ailleurs, D' Clown considère comme sacro-saint le droit de l'enfant de ne pas vouloir se bidonner. Le rôle du clown n'est pas simplement de provoquer l'hilarité, insiste Mme Vinit. Il peut être un puissant véhicule pour évacuer la colère et la frustration d'un enfant souffrant. « Dans l'hôpital, tout est contraignant. Un enfant n'a pas le choix de dire oui ou non aux traitements. S'il peut envoyer promener le clown, ça lui donne un pouvoir et ça l'aide à exprimer sa colère », affirme-t-elle.

Dur, dur, d'être clown thérapeutique? Il faut être un artiste aux reins solides, affirme Pierre-Olivier Perreault, mais surtout avoir de grandes qualités de relations humaines. De très bons clowns s'y sont égratignés le cœur, incapables de garder le moral devant tant de souffrance. « Mais à la longue, on ne voit plus les plaies, les déformations, les tubes. Ce qu'on voit, c'est le sourire des autres posés sur nous », soutient Olivier-Hugues Perreault.

Pour l'instant, D' Clown, géré par des partenaires du monde de la santé et des affaires, est financé par des entreprises et des fondations privées, dont Clarica, la Fondation pour l'enfance Starlight et de nombreuses fondations d'hôpitaux.

La philosophie semble toutefois contagieuse puisqu'on retrouve aujourd'hui de tels clowns à Toronto, Winnipeg et Vancouver, tous financés par le secteur privé.

Aux États-Unis, le Clown Care Unit réunit une centaine d'artistes, tout comme Le Rire Médecin en France.

En Belgique, la formation de clown thérapeutique est même offerte aux infirmières!

Le Gesundheit! Institute, fondé par Patch Adams, qui a d'ailleurs donné son appui à D' Clown, est sur le point de construire un hôpital complet, conçu selon cette philosophie des soins.

Tout ce beau monde entretient d'ailleurs des contacts étroits sur Internet. « Nous avons un site de discussion où on fait de la formation. On se parle de tout, dit Olivier. De nos expériences, de nos meilleurs trucs. On s'échange même nos meilleures recettes de bulles de savon! »